

---

## **Assemblée générale des Nations unies**

**-- Discours du Président Michel --**

*21 septembre 2023*

---

### **Rétablissons la confiance**

**Monsieur le Président,**

**Excellences,**

**Honorables délégués,**

La salle du Conseil de sécurité est ornée d'une fresque.

Le peintre norvégien Per Krohg y a figuré un phénix. Il surgit d'un monde couvert de cendres, qui se reconstruit après la guerre.

La partie inférieure de la fresque est sombre. On y voit un dragon, des soldats et des machines de guerre.

Les Nations unies ont été fondées pour nous protéger de nos démons.

Pour élever la communauté mondiale vers la paix, la coopération, la solidarité.

Et pourtant... La crise climatique fait des ravages. L'effort global pour combattre la pauvreté faiblit. La guerre de la Russie contre l'Ukraine aggrave l'insécurité alimentaire et provoque une crise énergétique.

Nous perdons le sens de l'urgence que la pandémie nous avait inculqué.

« Une terre, une famille, un futur ». C'est le mantra de la présidence indienne du G20.

Nous formons en effet une famille planétaire. Et les Nations unies en constituent l'ossature. Mais comme le dit le Secrétaire général Guterres, cette famille est dysfonctionnelle.

L'Union européenne veut un monde multipolaire, qui coopère et qui progresse vers plus de démocratie et plus de respect pour les droits humains.

Mais la confiance s'érode. Les tensions se multiplient.

Une dangereuse confrontation bipolaire nous menace. Comme si chacun devait choisir un camp contre l'autre.

Comme la course effrénée à l'arme nucléaire au siècle passé, l'intelligence artificielle, surtout dans le domaine militaire, devient le terrain d'une compétition géopolitique.

Le regretté secrétaire général Dag Hammarskjöld l'avait sagement dit: "Les Nations unies n'ont pas été créées pour nous amener au paradis, mais pour nous sauver de l'enfer".

Le système des Nations unies est aujourd'hui ankylosé, entravé par des forces hostiles.

Nous devons remettre la coopération multilatérale sur des rails solides. Pour cela, il nous faut :

**Restaurer** la confiance.

**Résoudre** les problèmes les plus urgents.

**Réparer** le système des Nations unies.

## *1. Confiance : protéger les principes, la Charte*

**Mesdames et Messieurs,**

La confiance est fondée sur le respect des principes sacrés gravés dans la charte des Nations unies.

Respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, et des droits humains.

Or depuis 19 mois, un membre permanent du Conseil de sécurité, la Russie, mène une guerre de conquête contre un pays voisin qui ne l'a jamais menacé.

Et cela avec son lot d'horreur et de mépris pour la vie humaine.

L'Assemblée générale a condamné à plusieurs reprises la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

C'est bien sûr un rappel puissant des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale.

Mais cela n'a pas stoppé le Kremlin dans son aventure mortifère.

Ni freiné son sentiment d'impunité...

L'impunité ne sera pas éternelle. Le moment de la justice viendra.

L'Union européenne soutiendra sans relâche l'Ukraine dans l'exercice de son droit à la légitime défense.

## *1. Résoudre les défis urgents : climat et développement*

**Chers collègues,**

Cette guerre contre l'Ukraine n'a pas fait disparaître les autres défis majeurs auxquels le monde est confronté.

La planète est en ébullition.

Le monde est déchiré par la pauvreté et les injustices.

Il n'y aura pas de miracle si nous ne décidons pas de mobiliser les financements nécessaires. Maintenant.

Nous nous sommes engagés collectivement à contenir le réchauffement de la planète à 1,5 degré. Or si l'on s'en tient aux plans annoncés à ce jour, le réchauffement de notre planète atteindra 2,5 degrés d'ici la fin du siècle.

Nous devons nous ressaisir !

L'Union européenne a rehaussé ses objectifs d'usage d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Nous en appelons au triplement des objectifs en renouvelable, suivis en cela par le G20, et au doublement des objectifs en efficacité énergétique d'ici à 2030.

Et c'est aussi l'intérêt de tous les pays avancés de renforcer les capacités des pays en développement à s'orienter vers la neutralité carbone.

Seul un quart des investissements privés mondiaux est réalisé dans les pays en développement.

Pourtant, le G20 est responsable de 80% des émissions globales...



Et ce n'est que cette année que la communauté internationale devrait atteindre la barre des 100 milliards de dollars pour le financement international de l'action pour le climat.

L'Union européenne en a été un moteur, avec 26 milliards de dollars en 2021, plus que la part qui lui incombe.

Nous devons ensemble faire beaucoup plus.

L'Agence internationale de l'énergie estime que les investissements mondiaux dans la transition énergétique doivent atteindre en 2030 5.000 milliards par an - oui, plus de 4% du PIB mondial. Et s'y maintenir jusqu'en 2050 pour atteindre le zéro carbone.

Lors de la prochaine COP28 à Dubaï, nous devons mettre en place le financement du Fonds pour les pertes et dommages décidé l'an dernier à Charm el-Cheikh.

Enfin, les désastres naturels s'enchaînent à une vitesse vertigineuse.

Sur tous les continents. Comme encore récemment en Libye.

Un Fonds mondial des calamités est plus nécessaire que jamais pour assurer une aide rapide et équitable, et renforcer notre résilience collective.

Et la prévention est essentielle.

D'où l'importance du travail que nous soutenons, au sein des Nations Unies, sur le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

De même, le commerce est un levier puissant pour allier défis climatiques et prospérité. Nous appelons à une solution urgente au mécanisme de règlement des différends à l'Organisation mondiale du Commerce.

**Excellences,**

La situation économique et financière des économies vulnérables a été gravement affectée par la crise de COVID-19 et la guerre de la Russie en Ukraine.

Plus de 50 pays à faible revenu ont fait défaut sur leur dette. Une douzaine d'autres pourraient suivre.

A cause du service de la dette qui a supplanté les dépenses pour la protection sociale, la santé et l'éducation, 165 millions de personnes dans le monde ont basculé dans la pauvreté.

Personne ne doit être contraint de choisir entre la réduction de la pauvreté et le verdissement de l'économie.

Nous ne pouvons nous permettre le luxe d'un nouveau débat sur le montant des aumônes.

Il s'agit de rendre le système financier global plus robuste et plus juste. Et mieux préparé au 21<sup>e</sup> siècle.

La réaffectation de 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux est une étape importante. Et nous devons en faire davantage.

Nous soutenons également le "Stimulus des Objectifs de développement durable" présentée par le Secrétaire général Guterres.

L'Union européenne s'est pleinement engagée à mettre en œuvre le cadre commun du G20 pour l'action sur la dette.

## *Réformer le cadre financier global*

### **Excellences,**

C'est le système de Bretton Woods qui doit être réformé en profondeur.

Plus équitable.

Plus inclusif.

Et plus efficace.

C'est l'objectif.

Ces institutions ont été créées lorsque de nombreux pays étaient encore sous tutelle coloniale. Depuis, le monde a changé.

Cependant, les pays du G7 y détiennent toujours le pouvoir quasi absolu de décision.

L'Union européenne est prête à mieux partager le pouvoir.

Car les régions qui n'y ont quasiment pas voix au chapitre doivent être mieux impliquées dans les décisions qui les concernent.

Deuxièmement, un choc de financement est nécessaire..

Des pans entiers du monde sont privés d'accès au financement.

Ceci entrave le progrès vers les objectifs de développement durable. Mais cela augmente aussi le risque d'une crise des dettes.

Le sommet de Paris sur un Nouveau Pacte financier mondial - convoqué par le président français et la première ministre de la Barbade - a tracé le chemin.

Comme l'a dit Mia Mottley : "C'est maintenant une question de vitesse, et d'ampleur. (...) Nous devons faire ce qu'il faut, mais nous devons le faire à temps, et pour les bonnes raisons ! »

Il faut utiliser mieux les capitaux publics pour stimuler les investissements privés.

Nous devons accroître ce filet de sécurité essentiel qu'est la capacité de prêt des institutions financières internationales.

Un exemple : en 60 ans, le pouvoir de financement de la Banque mondiale en proportion à la production mondiale a été divisé par 7!

Et il faut réduire le coût de l'accès au crédit des pays vulnérables, qui est plusieurs fois supérieur à celui des pays avancés.

Nous devons aussi adapter les règles des banques multilatérales de développement en matière d'adéquation des fonds propres.

Cela permettra une utilisation plus dynamique de leurs bilans sans mettre en péril leur solidité.

**Mesdames et Messieurs,**

Il y a exactement trois ans, j'ai lancé avec le Dr Tedros l'idée d'un traité international sur les pandémies.

Ensemble, nous avons convaincu la communauté internationale de lancer des négociations dans le cadre de l'OMS.

Le monde a besoin d'un instrument ambitieux et juridiquement contraignant pour prévenir les pandémies futures, s'y préparer et y répondre.

Il doit profiter à tous, et en particulier aux pays en développement et aux plus vulnérables.

J'invite maintenant les parties à redoubler d'efforts pour conclure les négociations d'ici mai 2024. L'Union européenne s'y emploie avec détermination.

Nous restons un partenaire de négociation ouvert et attentionné.



## ***1. Réparer le système***

**Chers collègues,**

Le Secrétaire général et ses équipes sont les chevilles ouvrières d'une action considérable au service de l'humanité.

Mais la gouvernance des Nations unies est trop souvent entravée.

L'Union européenne soutient les propositions de réforme présentées par le Secrétaire général dans "Notre programme commun".

Nous saluons également les progrès réalisés en matière de méthodes de travail.

**Aujourd'hui**, je souhaite apporter une nouvelle perspective au débat sur la réforme des Nations unies.

Et **trois propositions**. Sur le droit de veto. Sur la représentativité. Et sur le rôle qu'il conviendrait d'attribuer aux organisations régionales.

Sur ces sujets, j'en appelle à une modification de la charte des Nations unies.

## *Veto*

Nous devons revoir la manière dont nous prenons des décisions au sein du Conseil de sécurité.

Le droit de veto dans sa forme actuelle est abusé. Il conduit à l'impuissance du Conseil.

Un membre permanent du Conseil de sécurité peut violer de manière flagrante notre charte et le droit international...

Il est d'autant plus choquant qu'il ait le droit d'opposer son veto à des sanctions contre lui-même. Et qu'il exploite le Conseil de Sécurité à des fins de propagande et de désinformation.

La Charte prévoit qu'un membre du Conseil de sécurité s'abstienne lors d'un vote dont il est l'objet.

J'en appelle aux autres membres du Conseil d'invoquer cette clause lorsque la Russie pourrait être concernée.

L'Union européenne soutient l'initiative de la France et du Mexique visant à limiter le droit de veto dans les cas d'atrocités de masse.

Nous soutenons le code de conduite pour l'action du Conseil de sécurité contre les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Et tous les efforts visant à renforcer la transparence et la responsabilité du Conseil de sécurité.

Dans le cadre d'une réforme de la Charte, je crois que nous devons mettre en place un mécanisme qui combine la prise de décision à la majorité et un usage modéré et modulable du droit de veto.

## *Représentativité*

Deux : la représentativité.

Le Conseil de Sécurité ne reflète pas le monde d'aujourd'hui.

A ce jour, 60 pays n'ont encore jamais siégé au Conseil de sécurité.

Des pans entiers du monde - l'Afrique, l'Amérique du Sud, les Caraïbes, l'Asie - sont peu ou pas représentés. Nous soutenons une réforme globale du Conseil de sécurité des Nations unies en renforçant la voix de ces régions et pays.

Pouvoir et légitimité vont de pair. Par son manque de représentativité, le Conseil de Sécurité voit sa légitimité s'éroder.

Or la légitimité est clé et doit être renforcée sur deux plans.

Les Nations unies, comme leur nom l'indique, sont un club de nations.

Lorsque nous envisageons de réformer le système multilatéral, nous considérons l'État-nation comme son unité de base.

Un nombre accru de membres permanents au Conseil de sécurité est inéluctable.

Il faut aller au-delà.

Les organisations régionales ou continentales jouent aujourd'hui un rôle croissant. L'Union européenne, bien sûr, l'Union africaine, la Communauté latino-américaine et des Caraïbes (CELAC), l'ASEAN...

Ces organisations reflètent un nouveau niveau de légitimité dans les forums internationaux ou multilatéraux.

Elles jouent un rôle dans la coordination politique et économique entre leurs membres. Elles créent des espaces de coopération rapprochée.

Elles deviennent aussi des espaces normatifs.

C'est le cas de l'intégration européenne. Mais cet exemple en inspire d'autres. Comme l'Union africaine, qui travaille à la création d'un grand espace commercial commun.

Ces organisations exercent une influence croissante dans l'arène multilatérale. Elles sont des contributeurs essentiels à la stabilité.

Leur rôle doit grandir dans le système multilatéral. Car elles structurent le monde multipolaire que nous appelons de nos vœux.

C'est pour cette raison que par ma voix l'Union européenne a immédiatement soutenu l'appel du président sénégalais Macky Sall à inclure l'Union africaine comme membre à part entière du G20.

Nous avons tenu dimanche dernier ici-même une réunion trilatérale Nations unies/Union africaine / Union européenne.

Je suis convaincu que les Nations unies gagneraient en légitimité et en efficacité, si elles faisaient en leur sein une place aux organisations régionales.

Cette inclusion créerait un cercle vertueux. Elle encouragerait les organisations régionales à coopérer plus et mieux entre elles, contribuant à leur propre stabilité.

Et leur capacité stabilisatrice s'en trouverait d'autant plus renforcée dans la coopération multilatérale.



Je prendrai prochainement l'initiative d'un sommet institutionnel entre l'Union européenne, l'Union africaine, le CELAC, l'ASEAN et avec le Secrétaire général des Nations unies.

L'objectif est d'envisager comment nos organisations peuvent agir de concert pour renforcer le système multilatéral.

Dans le cadre des Nations unies et dans les autres enceintes internationales.

## *Conclusion*

**Mesdames et Messieurs,**

L'Union européenne est un partenaire mondial solide. La coopération multilatérale est dans notre ADN.

L'UE et ses États membres constituent le premier donateur en matière de développement et de maintien de la paix dans le monde.

Y compris dans des régions où les conflits se prolongent désespérément.

Au Sahel, les coups d'État militaires successifs accroissent l'instabilité et l'insécurité, sous prétexte de les réduire.

Et je tiens à adresser d'ici un message d'amitié et de soutien personnel au président du Niger Mohamed Bazoum, emprisonné depuis 56 jours dans sa maison par une junte militaire.

Au Moyen-Orient, nous maintenons qu'une paix durable n'advient que lorsque Palestiniens et Israéliens vivront en sécurité dans le cadre de la solution à deux États.

Dans le Caucase du Sud, les derniers développements dévastateurs nous choquent. La force militaire n'est jamais une solution durable lorsqu'on veut gagner les cœurs et les esprits.

Partout, l'Union européenne continuera à assumer ses responsabilités, avec tous ceux qui souhaitent travailler pour le bien commun.

L'UE ne sera jamais intimidée par la violence ou le chantage.

**Chers collègues,**

La fresque de Per Krohg est un acte d'imagination. Mais aussi un rappel à nos consciences.

Aujourd'hui plus que jamais, face à un monde confronté à de nombreux dangers.

Le philosophe Friedrich Hölderlin a dit : « Là où il y a du danger, il y a aussi le pouvoir de sauver. »

Face aux dangers, nous avons la vision d'un monde meilleur.

Nous disposons de moyens puissants.

Je crois au pouvoir de l'intelligence collective.

A nous d'agir.

Maintenant.

Pour rendre le monde plus juste, plus libre et plus prospère.

Je vous remercie.

